

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2015/35283]

27 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant le VLAREL en ce qui concerne les conditions particulières d'agrément d'entreprises de forage

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 24 janvier 1984 portant des mesures en matière de gestion des eaux souterraines, notamment l'article 3 et l'article 9, 3°, insérés par le décret du 20 décembre 1996 et modifiés par le décret du 1^{er} mars 2013 ;

Vu le décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation écologique, notamment les articles 22^{ter} à 22^{novies} inclus, insérés par le décret du 27 mars 2009 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 novembre 2010 établissant le règlement flamand en matière d'agréments relatifs à l'environnement (VLAREL) ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 janvier 2015 ;

Vu l'avis 57.010/1 du Conseil d'État, donné le 10 février 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 25/3 du VLAREL, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} mars 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive, les mots « Les conditions particulières d'agrément visées ci-après s'appliquent » sont remplacés par les mots « La condition particulière d'agrément visée ci-après s'applique » ;

2° le point 1° est abrogé.

Art. 2. Le Ministre flamand ayant l'environnement et la politique des eaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 février 2015.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,

J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201156]

26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon réglant la composition et le fonctionnement du Conseil wallon du bien-être des animaux

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 31, modifié par le décret du 22 janvier 2015 instaurant le Conseil wallon du bien-être des animaux;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2008 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil du bien-être des animaux;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 relatif à la nomination des membres du Conseil du bien-être des animaux;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 février 2015;

Vu l'avis 57.027/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « Conseil » : le Conseil wallon du bien-être des animaux institué par l'article 31 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

2° « Ministre » : le Ministre du Bien-être animal;

3° « Service » : la Direction de la Qualité du Département du Développement de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

CHAPITRE II. — Conseil wallon du bien-être des animaux

Art. 2. Le Conseil est composé de 16 membres effectifs et de 12 membres suppléants selon la répartition suivante :

1° deux représentants des associations de protection animale;

2° deux représentants des refuges pour animaux;

3° deux représentants des associations agricoles wallonnes;

- 4° deux représentants du secteur du commerce et de l'élevage des animaux de compagnie;
 5° un représentant du Conseil régional d'expression française de l'Ordre des médecins vétérinaires;
 6° un représentant d'une organisation professionnelle vétérinaire;
 7° un représentant de la société civile, proposé par une association à caractère non gouvernemental et à but non lucratif, active dans le domaine de l'environnement, de la famille ou des consommateurs;
 8° un représentant de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie;
 9° quatre experts scientifiques reconnus pour leurs travaux en matière de bien-être animal. Il n'est pas prévu de suppléance pour cette catégorie de membres.

Un agent statutaire ou un membre du personnel contractuel, désigné par le Service, assiste aux travaux du Conseil avec voix consultative.

Un représentant du Ministre est invité à assister aux travaux du Conseil en tant qu'observateur.

Art. 3. Les candidatures aux postes visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, sont envoyées au Service suite à un appel à candidatures publié au *Moniteur belge*.

Le Ministre nomme les membres du Conseil parmi les candidatures visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 4. Le Conseil désigne parmi les experts scientifiques visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 9°, un président et un vice-président.

Le Conseil en informe le Ministre.

Le vice-président remplace le président en cas d'empêchement.

Art. 5. § 1^{er}. Le Conseil remet son avis dans un délai de six mois. Ce délai peut être prolongé sur demande motivée du Conseil adressée au Ministre. Il peut également être réduit à la demande du Ministre.

§ 2. Le Conseil établit ses avis par consensus; à défaut, l'avis du Conseil est complété par une mention relatant l'opinion divergente des membres s'opposant à l'avis émis par la majorité. En cas d'égalité de vote, la voix du président est prépondérante.

§ 3. Les experts scientifiques visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 9°, constituent le bureau exécutif.

Le bureau exécutif du Conseil assure la gestion journalière du Conseil avec le soutien du Service.

§ 4. Le bureau exécutif peut, pour étudier un sujet particulier, constituer un groupe de travail. Dans ce cas, un équilibre est assuré, au sein du groupe de travail, entre les différents acteurs concernés par le sujet.

Le bureau exécutif désigne parmi les membres du Conseil, un coordinateur pour le groupe de travail.

§ 5. L'agent statutaire ou le membre du personnel contractuel visé à l'article 2, alinéa 2, prépare le dossier qui sert de base à la discussion du Conseil ou du groupe de travail. Il présente ce dossier au Conseil ou au groupe de travail.

§ 6. Le Conseil, son bureau exécutif et les groupes de travail se réunissent à huis clos. Les débats et les rapports sont confidentiels jusqu'à la transmission des avis au Ministre.

Les experts non-membres du Conseil invités sont avertis de la confidentialité des débats.

Art. 6. Les avis du Conseil, accompagnés des conclusions du groupe de travail le cas échéant, sont transmis au Ministre. Ces avis peuvent être rendus publics trente jours après la date de réception par le Ministre, sauf opposition du Ministre.

Les travaux du Conseil peuvent faire l'objet d'une publication dans des revues scientifiques, en concertation avec le Service.

Art. 7. Le siège du Conseil est établi auprès du Service. Celui-ci en conserve les archives.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 8. Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 15 juillet 2008 réglant la composition et le fonctionnement du Conseil du bien-être des animaux;
 2° l'arrêté ministériel du 20 décembre 2013 relatif à la nomination des membres du Conseil du bien-être des animaux.

Art. 9. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2015.

Le MinistrePrésident,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
 des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201156]

26. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 31, abgeändert durch das Dekret vom 22. Januar 2015 zur Einrichtung des "Conseil wallon du bien-être des animaux";

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2008 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil du bien-être des animaux" (Rat für das Wohlbefinden der Tiere);

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 20. Dezember 2013 zur Ernennung der Mitglieder des "Conseil du bien-être des animaux";

Aufgrund des am 19. Januar 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 26. Februar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 11. Februar 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.027/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Rat": der durch Artikel 31 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere eingerichtete "Conseil wallon du bien-être des animaux";

2° "Minister": der Minister für Tierschutz;

3° "Dienststelle": die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt.

KAPITEL II — *Rat für das Wohlbefinden der Tiere*

Art. 2 - Der Rat setzt sich wie folgt aus 16 effektiven Mitgliedern und 12 stellvertretenden Mitgliedern zusammen:

1° zwei Vertreter der Tierschutzvereinigungen;

2° zwei Vertreter der Tierheime;

3° zwei Vertreter der wallonischen landwirtschaftlichen Vereinigungen;

4° zwei Vertreter aus dem Sektor des Handels und der Zucht von Haustieren;

5° ein Vertreter des "Conseil régional d'expression française de l'Ordre des médecins vétérinaires" (Französischsprachiger Regionalrat der Tierärztekammer);

6° ein Vertreter einer tierärztlichen Berufsorganisation;

7° ein von einer im Bereich der Umwelt, der Familie oder der Verbraucher tätigen Nichtregierungsvereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht vorgeschlagener Vertreter der Zivilgesellschaft;

8° ein Vertreter der "Union des Villes et des Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

9° vier für ihre Arbeiten im Bereich des Tierschutzes anerkannte wissenschaftliche Sachverständige. Für diese Mitgliederkategorie wird keine Stellvertretung vorgesehen.

Ein statutarischer Bediensteter oder ein vertraglich eingestelltes Personalmitglied, der/das von der Dienststelle bezeichnet wird, nimmt mit beratender Stimme an den Arbeiten des Rates teil.

Ein Vertreter des Ministers wird als Beobachter zur Teilnahme an den Arbeiten des Rates geladen.

Art. 3 - Die Bewerbungen um die in Artikel 2, Absatz 1 erwähnten Ämter werden der Dienststelle infolge eines im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Aufrufs an die Bewerber zugesandt.

Der Minister ernennt die Mitglieder des Rates unter den in Absatz 1 erwähnten Bewerbern.

Art. 4 - Der Rat bezeichnet einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter den in Artikel 2, Absatz 1, 9° erwähnten wissenschaftlichen Sachverständigen.

Der Rat teilt dies dem Minister mit.

Ist der Vorsitzende verhindert, wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt.

Art. 5 - § 1. Der Rat gibt sein Gutachten innerhalb von sechs Monaten ab. Diese Frist kann auf begründeten, an den Minister gerichteten Antrag des Rates verlängert werden. Sie kann auch auf Anfrage des Ministers verkürzt werden.

§ 2. Der Rat erstellt seine Gutachten im Einvernehmen; in Ermangelung dessen wird das Gutachten des Rates durch einen Vermerk über die abweichende Meinung der Mitglieder, die sich der Meinung der Mehrheit widersetzen, ergänzt. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 3. Die in Artikel 2, Absatz 1, 9° erwähnten wissenschaftlichen Sachverständigen bilden das Exekutivbüro.

Das Exekutivbüro des Rates nimmt die tägliche Geschäftsführung wahr und wird dabei von der Dienststelle unterstützt.

§ 4. Das Exekutivbüro kann zur Prüfung einer spezifischen Frage eine Arbeitsgruppe bilden. In diesem Fall ist die ausgeglichene Vertretung der von der Frage betroffenen Beteiligten innerhalb der Arbeitsgruppe zu gewährleisten.

Das Exekutivbüro bezeichnet unter den Mitgliedern des Rates einen Koordinator für die Arbeitsgruppe.

§ 5. Der/das in Artikel 2, Absatz 2 erwähnte statutarische Bedienstete oder vertraglich eingestellte Personalmitglied bereitet die Akte vor, die als Grundlage zur Diskussion des Rates oder der Arbeitsgruppe dient. Er/es legt dem Rat oder der Arbeitsgruppe diese Akte vor.

§ 6. Der Rat, sein Exekutivbüro und die Arbeitsgruppen treten unter Ausschluss der Öffentlichkeit zusammen. Die Diskussionen und Berichte sind bis zu der Übermittlung der Gutachten an den Minister vertraulich.

Die herangezogenen Sachverständigen, die dem Rat nicht angehören, werden von der Vertraulichkeit der Diskussionen in Kenntnis gesetzt.

Art. 6 - Die Gutachten des Rates, denen gegebenenfalls die Schlussfolgerungen der Arbeitsgruppe beigefügt werden, werden dem Minister übermittelt. Diese Gutachten dürfen dreißig Tage nach dem Datum, an dem der Minister sie erhalten hat, bekanntgegeben werden, es sei denn, dieser lehnt sie ab.

Die Arbeiten des Rates dürfen in Absprache mit der Dienststelle in wissenschaftlichen Zeitschriften veröffentlicht werden.

Art. 7 - Der Rat hat seinen Sitz bei der Dienststelle. Diese bewahrt dessen Archivgut auf.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 8 - Werden aufgehoben:

1° der Königliche Erlass vom 15. Juli 2008 zur Regelung der Zusammensetzung und der Arbeitsweise des "Conseil du bien-être des animaux";

2° der Ministerialerlass vom 20. Dezember 2013 zur Ernennung der Mitglieder des "Conseil du bien-être des animaux".

Art. 9 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201156]

26 FEBRUARI 2015. — **Besluit van de Waalse Regering houdende regeling van de samenstelling en van de werking van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor dierenwelzijn)**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, inzonderheid op artikel 31, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 2015 houdende oprichting van de "Conseil wallon du bien-être des animaux";

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2008 tot regeling van de samenstelling en de werking van de Raad voor Dierenwelzijn;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2013 betreffende de benoeming van de leden van de Raad voor Dierenwelzijn;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 januari 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 26 februari 2015;

Gelet op advies 57.027/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "Raad": de "Conseil wallon du bien-être des animaux" ingesteld bij artikel 31 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

2° "Minister": de Minister van Dierenwelzijn;

3° "Dienst": de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK II. — *"Conseil wallon du bien-être des animaux"*

Art. 2. De Raad bestaat uit de volgende 16 gewone leden en 12 plaatsvervangende leden:

1° twee vertegenwoordigers van de verenigingen voor dierenbescherming;

2° twee vertegenwoordigers van de dierenasielen;

3° twee vertegenwoordigers van de Waalse landbouwverenigingen;

4° twee vertegenwoordigers van de sector van de handel en de teelt van huisdieren;

5° één vertegenwoordiger van de Franstalige gewestelijke raad van de Orde der dierenartsen;

6° één vertegenwoordiger van een beroepsorganisatie van dierenartsen;

7° één vertegenwoordiger van het maatschappelijk middenveld, voorgedragen door een niet-gouvernementele vereniging zonder winstoogmerk die actief is op het gebied van het leefmilieu, het gezin of de consumenten;

8° één vertegenwoordiger van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten);

9° vier wetenschappelijke deskundigen erkend voor hun werkzaamheden inzake dierenwelzijn. Er wordt geen plaatsvervangende voorzien voor die categorie leden.

Een door de Dienst aangewezen statutair of contractueel personeelslid woont de werkzaamheden van de Raad met raadgevende stem bij.

Een vertegenwoordiger van de Minister wordt uitgenodigd om de werkzaamheden van de Raad als waarnemer bij te wonen.

Art. 3. De kandidaturen voor de in artikel 2, eerste lid, bedoelde posten worden ten gevolge van een oproep tot de kandidaten die bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad*, aan de Dienst toegezonden.

De leden van de Raad worden onder de kandidaturen bedoeld in het eerste lid door de Minister benoemd.

Art. 4. De Raad wijst onder de in artikel 2, eerste lid, 9°, bedoelde wetenschappelijke deskundigen een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

De Raad brengt de Minister op de hoogte daarvan.

Bij verhindering vervangt de ondervoorzitter de voorzitter.

Art. 5. § 1. De Raad brengt zijn advies binnen een termijn van zes maanden uit. Met een met redenen omklede aanvraag van de Raad die aan de Minister wordt gericht, kan die termijn verlengd worden. Op verzoek van de Minister kan bedoelde termijn ook verminderd worden.

§ 2. De Raad maakt zijn adviezen per consensus op; bij gebreke daarvan wordt het advies van de Raad aangevuld met een vermelding van de afwijkende mening van de leden die zich verzetten tegen het advies uitgebracht door de meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3. De in artikel 2, eerste lid, 9°, bedoelde wetenschappelijke deskundigen vormen het uitvoerend bureau.

Het uitvoerend bureau zorgt voor het dagelijkse beheer van de Raad met de steun van de Dienst.

§ 4. Het uitvoerend bureau kan een bijzonder onderwerp onderzoeken, een werkgroep oprichten. In dit geval wordt een evenwicht tussen de verschillende actoren betrokken bij het onderwerp binnen de werkgroep gegarandeerd.

Het uitvoerend bureau wijst onder de leden van de Raad een coördinator voor de werkgroep aan.

§ 5. Het in artikel 2, tweede lid, bedoelde statutaire of contractuele personeelslid bereidt het dossier voor dat als basis dient voor de discussie van de Raad of de werkgroep. Het legt dit dossier aan de Raad of aan de werkgroep voor.

§ 6. De Raad, zijn uitvoerend bureau en de werkgroepen vergaderen met gesloten deuren. De debatten en verslagen zijn vertrouwelijk tot de overmaking van de adviezen aan de Minister.

De uitgenodigde deskundigen die geen lid zijn van de Raad worden in kennis gesteld van de vertrouwelijkheid van de debatten.

Art. 6. De adviezen van de Raad, vergezeld in voorkomend geval van de besluiten van de werkgroepen, worden aan de Minister overgemaakt. Die adviezen kunnen openbaar worden gemaakt binnen dertig dagen na de datum van ontvangst door de Minister, tenzij hij zich ertegen verzet.

De werkzaamheden van de Raad kunnen in overleg met de Dienst het voorwerp uitmaken van een bekendmaking in wetenschappelijke tijdschriften.

Art. 7. De zetel van de Raad is bij de Dienst gevestigd. Bedoelde dienst bewaart de archieven ervan.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 15 juli 2008 tot regeling van de samenstelling en de werking van de Raad voor Dierenwelzijn;

2° het ministerieel besluit van 20 december 2013 betreffende de benoeming van de leden van de Raad voor Dierenwelzijn.

Art. 9. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201215]

5 MARS 2015. — **Arrêté du Gouvernement wallon portant autorisation du passage, le 13 mars 2015, sur la voie dénommée « La Clémentine » située dans la forêt domaniale du Nord de Spa, et refus de passage, le 14 mars 2015, sur le chemin du Loxhet et sur le chemin de Belleheid, du « Spa Rally 2015 »**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, § 1^{er}, III, 2° et 4°, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 23, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;